



© shutterstock

À la fin de l'année 2016, 9,2 millions de non-ressortissants vivaient en Allemagne, 12,1 millions sont nés à l'étranger (14,7 %), parmi lesquels 7,25 millions (8,8 %) sont nés en dehors de l'UE. Plus de 20 % de la population en Allemagne est issue de l'immigration.

NOUS NE POUVONS PLUS L'IGNORER : L'ALLEMAGNE DOIT FAIRE FACE À CE DÉFI

par Sönke Schmidt

Au cours des élections fédérales de 2017, des citoyens allemands ont été nombreux à refuser de suivre le discours du gouvernement sur le besoin d'ouvrir les frontières de l'UE et de l'Allemagne aux réfugiés. Étant donné que la politique migratoire était officiellement maintenue, le populisme radical avec des accents xénophobes est devenu un schéma constant de politiques nationales et de campagnes électorales. Pour la première fois, la culture politique d'après-guerre semblait être en jeu.

#Migration Les positions progressistes du SPD sont estompées
@SonkeSchmidt



Par le passé, la réponse de la politique allemande à la migration se résumait essentiellement à regarder ailleurs. À la fin des années 50, le recrutement de la main-d'œuvre d'Europe et au-delà est devenu une politique établie du gouvernement pour faire face à la demande de travailleurs. Les Gastarbeiter, les « travailleurs invités », comme on les appelait, étaient recrutés en partant du principe qu'ils repartiraient après une période, ce qui ne fut pas le cas pour beaucoup d'entre eux. Puis les crises économiques des années 70 ont réduit l'afflux d'immigrants.

Les années 80 ont vu une augmentation des demandeurs d'asile dans le cadre de la convention de Genève relative au statut des réfugiés, mais la migration pour des motifs économiques déguisée a augmenté au même moment. Cela convenait au discours en matière d'économie.

La situation a changé pendant les années 90, notamment avec l'afflux des réfugiés de guerres des Balkans. Pour résumer, le chômage a connu une augmentation considérable en raison des gains de la productivité économique, de l'unification allemande, de la mondialisation et de la concurrence accrue entre les États membres de l'UE pour les investissements. Alors que l'immigration a continué malgré des taux de chômage élevés, le discours trop simpliste sur les Gastarbeiter ne fonctionnait plus.

Cependant, au lieu de s'attaquer de front à la nouvelle situation, l'UE est entrée dans l'arène de la normalisation en raison de l'évolution de ses compétences dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Protéger la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'UE et à ses frontières externes est devenu une priorité pour l'UE, alors que le problème de la migration est devenu un problème à l'échelon national sur lequel les politiciens peuvent tomber et non prospérer.

Cet écart entre la réalité sur le terrain et la réponse politique s'est creusé. Depuis l'arrivée du nouveau millénaire, l'Allemagne a de plus en plus synchronisé sa politique de migration et d'asile avec les développements de l'UE, cachant de plus en plus les décisions de politique intérieure sur ces questions et les directives et règlements de l'UE.

Aujourd'hui, l'OCDE considère que l'Allemagne est devenue l'un des pays les plus libéraux en termes de politique de migration de la main-d'œuvre malgré l'accent relativement étroit mis sur des profils d'emploi spécifiques qui sont demandés. Parallèlement, l'écrasante majorité des partis politiques peine encore à comprendre que l'Allemagne est devenue un pays d'immigration multiethnique.

C'est dans ce contexte que certains partis allemands ont commencé à devenir

xénophobes et hostiles à l'UE, surfant sur la vague du tabou politique collectif qui s'est développé au fil des années : ce qui est à la source du renforcement du parti de droite radicale « Alternative für Deutschland » (AfD) aujourd'hui. Quand Angela Merkel a spontanément ouvert les frontières allemandes aux réfugiés originaires de Syrie et d'autres pays, sans disposer d'un plan sur la manière dont gérer politiquement et administrativement cet afflux, cela a occasionné des ondes de choc, des failles à l'intérieur de l'UE et de l'Allemagne sont apparues.

“
Le SPD risque à présent de perdre des électeurs à droite et à gauche de l'échiquier politique.
 ”

La gauche en Allemagne faisait partie intégrante du fossé politique en constante évolution. Un profil bas de la politique migratoire a permis une flexibilité à court terme des campagnes électorales, mais a nui aux intérêts des partis à plus long terme et a manqué à l'obligation politique d'expliquer et de promouvoir la compréhension d'un sujet politique complexe, les cœurs et les soucis de la plupart des citoyens.

Une gauche fragmentée se débat aujourd'hui avec ses électeurs traditionnels dans les trois partis progressistes: "Die Linke" adopte une approche claire, quoique contestée, exposant la xénophobie comme un conflit erroné qui risque d'occulter la question litigieuse sous-jacente de la polarisation des richesses et des revenus. Ils risquent maintenant de perdre les électeurs xénophobes et ceux qui

favorisent une politique de migration contrôlée, régie de manière proactive et ordonnée.

Le SPD se trouve entre l'enclume et le marteau. Ce parti a adopté récemment un plan en 5 points définissant des objectifs importants, notamment en soulignant le besoin d'une loi complète sur l'immigration incluant également les réfugiés, dans le contexte d'un déclin démographique marqué dans les années à venir. Cependant, il minimise également ces orientations, d'une part en étant motivé par la nécessité de faire des compromis avec ses partenaires de la coalition de droite, mais aussi d'autre part par crainte de perdre ses électeurs hostiles à la migration. Par conséquent, le SPD risque à présent de perdre des électeurs à droite et à gauche de l'échiquier politique.

Le parti écologiste quant à lui encourage une migration et une politique en matière d'asile clairement définies, se basant sur une loi complète sur l'immigration qui s'adresse à la politique en matière de main-d'œuvre, d'asile et de population. Ils sont en faveur du respect de la convention de Genève relative au statut des réfugiés, ils s'opposent à un plafond annuel des demandeurs d'asile qu'ils considèrent comme quelque chose d'illégal et maintiennent leur soutien à la « culture d'accueil » allemande des années 2015/2016 tout en encourageant des procédures d'asile rapides et équitables.

Cela place le SPD dans une situation où il est en concurrence avec deux partis progressistes plus petits avec des approches claires quant à leurs programmes et en même temps il est coincé entre les approches progressistes et xénophobes. Aux côtés de son principal partenaire de la coalition, la CDU, il est lié à un centre politique qui se rétrécit, comptant sur les électeurs pour que l'art du possible et le

pragmatisme de tous les jours l'emportent sur les visions politiques.

L'aspect positif est la sensibilisation totale au besoin d'obtenir des résultats dans un domaine qui est aujourd'hui le moteur de du programme politique allemand.

Un autre aspect positif de la crise actuelle est que la plupart des Allemands ont compris que les programmes politiques du pays et de l'UE sont étroitement liés, pour de bonnes raisons. Ce processus d'apprentissage collectif est important dans la lutte pour endiguer la vague de l'ethnocentrisme et de l'isolationnisme. Il présente également un

#Migration "Une approche macroéconomique coordonnée est nécessaire" @SonkeSchmidt



défi et une opportunité pour tous les partis politiques pour comprendre les futures questions de gouvernance nationale, européenne et internationale d'une manière globale.

En outre, les négociations actuelles relatives au cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE peuvent permettre le soutien de politiques raisonnables de migration et d'intégration qui s'adressent également à des questions liées à la cohésion sociale, qui accueillent les cultures et les capacités d'absorption à des niveaux locaux.

Enfin, une approche macroéconomique coordonnée qui considère l'étendue et la structure de la migration en même temps que des questions telles que la promotion

des gains de la productivité technologique ; l'éducation et la formation ; les politiques actives du marché du travail pour mobiliser le potentiel de ceux qui sont sans emploi ou sous-employés ; l'âge de la retraite et les autres variables influençant l'offre et la demande de main-d'œuvre s'avère plus que jamais nécessaire. L'étendue et la visée de la migration seront très importantes pour la légitimité future de la migration gérée aux côtés d'une politique humaine en matière d'asile et de réfugiés qui sera dans les faits au service de ceux qui en ont besoin.

Établir un scénario progressiste réaliste et actualisé demeure un défi.



> AUTEUR

Sönke Schmidt est un ancien conseiller du ministre de l'UE en matière de migration et d'asile. Il a occupé des postes de direction et de représentation principalement dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Il est membre du conseil scientifique de la FEPS.